

## **SALAIRES, VOUS AVEZ DIT SALAIRES !**

### **La fable de la rigidité des salaires.**

Les libéraux expliquent que la France est caractérisée par une croissance des salaires réels plus rapide que celle de la productivité depuis le début des années 2000.

Cette assertion ne correspond pas à la réalité. D'abord, parce que la progression du salaire moyen a nettement ralenti depuis la crise de 2008. Et ensuite, en raison de l'évolution du salariat : le salaire moyen de l'ensemble des salarié-es peut en effet augmenter parce que le nombre de ceux qui reçoivent des salaires inférieurs à la moyenne baisse. Or, c'est bien ce qui se passe en France : entre 2002 et 2012, la part dans l'emploi des ingénieurs, cadres et professions intermédiaires a augmenté de 40,5 % à 44,4 %, la part des ouvriers et des employé-es qualifié-es dans l'emploi est passée de 39 % à 37 %, et celle des ouvriers et des employé-es peu qualifié-es de 20 % à 19 %. Une tendance qui s'est prolongée avec la crise, les suppressions d'emplois ont plus durement frappé les salarié-es les moins payé-es.

Par ailleurs, le salaire moyen des femmes est structurellement inférieur à celui des hommes. En 2010, dans le secteur privé et les entreprises publiques, le salaire net mensuel moyen en équivalent temps plein des femmes s'élève à 1 817 euros. Il est inférieur de 19,7 % à celui des hommes (2 263 euros).

### **Le coût du capital**

Les dividendes nets versés par les sociétés non financières (hors banques et assurances) représentent aujourd'hui 30 % de l'excédent brut d'exploitation et 12 % de la masse salariale.

Entre 1990 et 2012, la masse des dividendes nets versés par les entreprises a été multipliée par plus de 3,5. En 2014, les entreprises du CAC 40 ont versé 56 milliards de dividendes, soit plus 30% en un an !

Et ce n'est pas tout. La fraude fiscale et l'évasion fiscale représentent 60 à 80 milliards de recettes en moins pour l'état, sans oublier les paradis fiscaux et les exonérations fiscales, qui permettent aux capitalistes d'échapper aux impôts qui financent notre protection sociale.

### **Leurs profits sont nos misères, augmentation des salaires !**

Les manifestations et grèves du 9 avril doivent se prolonger pour stopper la politique d'austérité du gouvernement Hollande et exiger notamment une augmentation des salaires et des revenus : le SMIC à 1 700 euros nets ; 400 € d'augmentation pour tous et toutes ; des augmentations en sommes uniformes pour favoriser les plus bas salaires et réduire les inégalités ; l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, avec des mesures immédiates pour annuler les discriminations existantes ; l'augmentation des pensions de retraite, des allocations-chômage, et des minimas sociaux.